RÈGLEMENT 479 (RM-410)

RÈGLEMENT CONCERNANT LES ANIMAUX

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire réglementer les animaux sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire de plus décréter que certains animaux et certaines situations ou faits constituent une nuisance et désire les prohiber;

2016 par la conseillère, Mme Sylvie Laurain; CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a été donné le 6 décembre

EN CONSÉQUENCE:

Il est proposé par M. Michel Bonneville, appuyé par M. Jean-Charles Fournier, résolu à l'unanimité des conseillers présents, que le présent règlement soit adopté qu'il statue ce qui suit :

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, les termes qui suivent ont la signification suivante:

- « Agent de la paix » : Un agent de la paix de la Sûreté du Québec.
- « Animal » : Un animal domestique ou apprivoisé.
- à l'exclusion des chats. « Animal domestique » : signifie dans un sens général et comprend tous les animaux domestiques mâles et femelles qui vivent auprès de l'être humain pour l'aider ou le distraire
- « Animal exotique » : tout animal dont l'espèce n'a pas été apprivoisée par l'être humain et dont l'habitat naturel n'est pas retrouvé au Canada. De façon non limitative, sont considérés crocodile, léopard, tigre, panthère et autres. comme animaux exotiques les animaux suivants : tarentule, scorpion, lézard, singe, serpent,
- « Animal sauvage »: un animal qui vit normalement dans la nature, au sein de laquelle il survit par ses propres moyens, c'est-à-dire sans le concours de l'homme.
- « Autorité compétente » : désigne toute personne ou organisme désigné par la municipalité pour les fins d'application du présent règlement, dont le contrôleur animalier, l'officier désigné ou un agent de la paix.
- « Contrôleur animalier » : la ou les personnes physique ou morale, société ou organismes que le conseil municipal a, par résolution, chargé d'appliquer la totalité ou partie du présent
- appartenant à un propriétaire privé. rives et les berges des rivières et lacs sont des endroits publics, sauf s'il s'agit d'un terrain et extérieurs des centre commerciaux et des institutions d'enseignement. De plus, le lit, les municipalité ou non ou tout autre lieu de rassemblement intérieur ou extérieur où le public a «Endroit public»: Tout chemin, rue, ruelle, place ou voie publique, trottoir, escalier, jardin, parc, parc-école, aire de repos, carré, piscine communautaire, église, terrain de tennis, piste multifonctionnelle, pror pédestre, terrain de jeux, estrade, stationnement à l'usage du public, y compris une terre ou un terrain vague accessible au public et les espaces intérieurs stationnement à l'usage du public, propriété , piscine, aréna, lle, promenade, s , allée, passage,

« Gardien »: Une personne qui est propriétaire, qui a la garde ou qui loge, nourrit ou entretient un animal domestique et comprend le propriétaire, l'occupant ou le locataire de l'unité d'occupation où vit habituellement l'animal.
« Municipalité »: la municipalité de Saint-Sébastien.

présent règlement. « Officier désigné » : Un officier désigné par le conseil municipal chargé de l'application du

ARTICLE 3 -APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'autorité compétente st chargée de l'application du présent règlement

contravention à l'une des dispositions du présent règlement. poursuites pénales contre tout contrevenant et à émettre des constats d'infraction pour toute Le conseil municipal autorise l'officier désigné et tout agent de la paix à entreprendre des

ARTICLE 4 – ANIMAUX VISÉS

Le présent règlement vise tout animal domestique se trouvant sur le territoire de la municipalité. Il vise également tout animal sauvage qui est gardé par un être humain et qui ne vit pas à l'état sauvage.

ARTICLE 5 - GARDE

Tout animal gardé à l'extérieur d'un bâtiment doit être sous contrôle et surveillance constante d'un adulte ou à l'intérieur d'un terrain clôturé ou attaché ou dans un enclos ou contenu par tout autre dispositif servant à contenir l'animal.

propriété privée autre que la sienne sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant. Le gardien d'un animal ne peut laisser son animal errer dans un endroit public ou sur une

ARTICLE 6 – ENDROIT PUBLIC

Toute personne qui a la garde d'un animal dans un endroit public doit en avoir le contrôle la surveillance constante. <u>a</u>

Il est interdit d'avoir un animal exotique dans un endroit public.

ARTICLE 7 -NUISANCE

Constitue une nuisance et est prohibé un animal qui aboie, hurle ou émet tout autre son d'une manière à troubler la paix ou étant perceptible à la limite de la propriété du gardien. Constitue également une nuisance un animal dangereux au sens de l'article 10 du présent constitue formet de l'article 10 du présent per la propriété du gardien.

ARTICLE 8 – DOMMAGES À LA PROPRIETÉ

Le gardien d'un animal ne peut laisser son animal causer des dommages à la propriété

<u>ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ DU GARDIEN</u>

 \mathcal{I}

laisser l'animal: Le gardien d'un animal doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher ou ne pas

- 2 l'animal pourrait mordre, attaquer une personne Mordre ou attaquer une personne ou un autre animal et lui causer une blessure; Manifester de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grognant, en montrant les crocs, en aboyant férocement, en agissant de toute autre manière qui indique que
- ω aux dispositions du présent règlement; quelqu'un qui peut en avoir le contrôle et la surveillance constante conformément Sortir de son terrain sans en avoir le contrôle ou sans avoir confié l'animal à
- 4 Aboyer, hurler ou émettre tout autre son d'une manière à troubler la paix ou le voisinage.

l'animal se comporte de façon à respecter les dispositions du présent règlement Sans limiter la généralité de ce qui précède, le gardien d'un animal doit en avoir le contrôle et en a la responsabilité en tout temps. Il doit prendre les mesures nécessaires afin que

ARTICLE 10 - ANIMAL DANGEREUX

considéré un animal dangereux, l'animal qui : Nulle personne ne peut garder un animal dangereux sur le territoire de la municipalité. Est

- blessure, une lésion ou autre. Mord, tente de mordre ou attaque une personne ou un autre animal lui causant une
- Ŋ Lorsqu'à l'extérieur de la propriété de son gardien, manifeste de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs, en aboyant férocement ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne.
- ω personne ou tout animal N'obtempère pas aux ordres répétés de son gardien et a un comportement agressif ou est en mode offensif ou défensif de telle sorte qu'il est prêt à attaquer toute
- 4. De par sa nature, met en péril la vie d'une personne.

ARTICLE 11 – ANIMAL SAUVAGE

Nulle personne ne peut garder un animal sauvage sur le territoire de la municipalité

ARTICLE 12 - BATAILLE D'ANIMAUX

permettre à un animal dont on a la garde d'y participer. Il est interdit d'organiser ou assister à une bataille d'animaux ou impliquant un animal ou de

ARTICLE 13 - ABANDON D'UN ANIMAL

Il est interdit d'abandonner un animal dans le but de s'en défaire

ARTICLE 14 – MORSURE

tôt possible et au plus tard dans les 24 heures. Lorsqu'un animal a mordu une personne, son gardien en avise la Sûreté du Québec le plus

ARTICLE 15 – POUVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

Tout animal dangereux présentant un danger immédiat et réel peut être abattu sur-le-champ et à tout endroit de la municipalité par toute autorité compétente. L'animal dangereux pourra être remis à l'Agence canadienne des inspections des aliments pour analyse.

pour une période minimale de 10 jours un animal qu'il considère potentiellement dangereux, manifeste des signes d'agressivité, tente de mordre une personne ou un autre animal ou cause des blessures corporelles. L'autorité compétente peut capturer ou faire isoler pour fins d'observation et d'évaluation

Elle peut également obliger le gardien de l'animal à l'attacher, à le museler ou à le mettre dans un enclos sécuritaire si l'animal est considéré potentiellement dangereux ou fait l'objet de récidive eu égard aux dispositions du présent règlement.

Ces dispositions n'ont pas pour effet de limiter les pouvoirs de la Municipalité en vertu de l'article 63 de la Loi sur les compétences municipales

ARTICLE 16 - ANIMAL MALADE

Tout animal atteint d'une maladie contagieuse peut, sur émission d'un certificat par un médecin vétérinaire, être éliminé sur-le-champ par toute autorité compétente en tout endroit de la municipalité.

ARTICLE 17 – EXCRÉMENTS

Le gardien d'un animal ou la personne qui en a le contrôle et la surveillance doit enlever les excréments produits par l'animal dans un endroit public ou sur la propriété d'autrui.

ARTICLE 18 – PROPRETÉ

propreté et de salubrité. Le gardien d'un animal doit conserver l'endroit où il garde l'animal dans un bon état de

ARTICLE 19 – SOINS

soins appropriés afin de le maintenir en bon état de santé. Le gardien d'un animal doit veiller à fournir à l'animal en tout temps les aliments, eau et

ARTICLE 20 - ENCLOS PUBLIC

un enclos public règlement. La municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme pour tenir un enclos public afin de recevoir tout animal saisi en application des dispositions du

ARTICLE 21 - INSPECTION

Le conseil municipal autorise l'autorité compétente à visiter et à examiner, entre 7h00 et 19h00, toute propriété mobilière et immobilière ainsi que l'extérieur et l'intérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour s'assurer du respect du règlement, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit le laisser y pénétrer et répondre à toutes les questions qui leurs sont posées relativement à l'application du présent règlement.

ARTICLE 22 – DISPOSITIONS PÉNALES

laquelle aucune peine spécifique n'est prévue commet une infraction et est passible, en plus des frais, pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction: Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement à l'égard de

i. lorsqu'il s'agit d'une personne physique

d'au moins 200\$ et d'au plus 2 000\$ pour chaque récidive; d'une amende d'au moins 100\$ et d'au plus 1 000\$ pour une première infraction et

ii. iorsqu'il s'agit d'une personne morale:

d'une amende d'au moins 200\$ et d'au plus 2 000\$ pour une première infraction et d'au moins 400\$ et d'au plus 4 000\$ pour chaque récidive.

ARTICLE 23 - AMENDES ET MESURES PARTICULIÈRES

Une personne physique qui contrevient à une disposition prévue aux articles 6, 7 et 9 comment une infraction et est passible d'une amende de 150 \$. S'il s'agit d'une personne morale, l'amende est majorée de 50\$;

passible d'une amende de 200 \$; Quiconque contrevient à une disposition prévue à l'article 13 comment une infraction et est

Sans limiter la généralité de ce qui précède, commet une infraction et est passible d'une amende le gardien d'un animal dont le comportement enfreint l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement.

celui-ci prenne les moyens nécessaires pour faire cesser ladite nuisance et qu'à défaut de ce faire dans le délai prescrit, que de tels moyens soient pris par la municipalité et ce, aux frais du contrevenant. compétent peut, outre condamner le contrevenant au paiement d'une amende, ordonner que Lors du prononcé de la sentence à une infraction constituant une nuisance, le tribunal

Ces dispositions n'ont pas pour effet de limiter les pouvoirs de la Municipalité en vertu de l'article 63 de la Loi sur les compétences municipales

ARTICLE 24 – INCITATION

encourage, incite ou aide une autre personne à commettre une infraction au présent règlement. Est également passible d'une amende et commet une infraction tout personne qui conseille,

commise par l'autre personne. Elle est passible de la même amende que celle applicable à l'infraction susceptible d'avoir été

ARTICLE 25 – ABROGATION

ses dispositions et plus particulièrement le règlement numéro RM-410 animaux, adopté le 5 mars 2013. Le présent règlement abroge toute règlementation municipale antérieure incompatible avec concernant les

ARTICLE 26 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

ARTICLE 27 – APPLICATION

Le présent règlement est appliqué par la Sûreté du Québec et par les personnes et officiers désignés par le conseil.

Manon Boríais,

Directrice générale & secrétaire-trésorière

Avis de motion donné le 6 décembre 2016 Règlement adopté le 7 février 2017 Avis public affiché le 8 février 2017